

Le 18 février 2010

**BANQUE HSBC CANADA
RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET
DE L'EXERCICE TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2009[†]
– FAITS SAILLANTS**

- Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 148 millions de \$CA pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, soit une augmentation de 28,7 % par rapport à celui de la même période en 2008.
- Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 448 millions de \$CA pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, soit une diminution de 21,8 % par rapport à celui de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, qui s'était chiffré à 573 millions de \$CA.
- Le rendement de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires s'est établi à 17,3 % et à 13,1 % pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2009, comparativement à 12,8 % et à 16,6 %, respectivement, pour les mêmes périodes en 2008.
- Le ratio d'efficience s'est établi à 44,2 % et à 48,4 % pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2009, par rapport à 49,3 % et à 49,6 %, respectivement, pour les mêmes périodes en 2008.
- Au 31 décembre 2009, le total de l'actif se chiffrait à 71,3 milliards de \$CA, soit une diminution de 0,7 milliard de \$CA, ou 1,0 %, par rapport aux 72,0 milliards de \$CA inscrits à la même date en 2008.
- Au 31 décembre 2009, le total des fonds sous gestion s'élevait à 28,2 milliards de \$CA, soit une augmentation de 6,9 milliards de \$CA, ou 32,4 %, par rapport aux 21,3 milliards de \$CA constatés à la même date en 2008.
- Le ratio de capital de catégorie 1 et le ratio de capital total se sont respectivement chiffrés à 12,1 % et à 14,9 % au 31 décembre 2009, contre 10,1 % et 12,5 % au 31 décembre 2008.

[†] Les résultats ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Aperçu

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2009, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque HSBC Canada (la « banque ») s'est établi à 148 millions de \$CA, en hausse de 33 millions de \$CA, ou 28,7 %, par rapport aux 115 millions de \$CA inscrits à ce chapitre pour le quatrième trimestre de 2008. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 448 millions de \$CA pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, contre 573 millions de \$CA pour 2008, en baisse de 125 millions de dollars, ou 21,8 %.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires généré par les opérations bancaires de base, qui regroupent les opérations des services financiers aux particuliers, des services aux entreprises et des services bancaires internationaux et marchés, s'est établi à 494 millions de \$CA, en baisse de 30 millions de \$CA, ou 5,7 %, par rapport à celui enregistré pour 2008. Les activités de crédit à la consommation ont généré une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 46 millions de \$CA, soit 95 millions de \$CA ou 194 % de moins que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires réalisé en 2008.

Commentant les résultats, Lindsay Gordon, président et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a déclaré :

« En 2009, le PIB a chuté de 2,6 %, ce qui s'est traduit par des conditions économiques encore difficiles pour nos clients et notre entreprise. Notre forte capitalisation nous a cependant permis de faire face aux pressions, car nous avons pu continuer à mettre notre énergie sur le soutien offert à notre clientèle et la gestion de notre entreprise. Notre ratio d'efficacité s'est amélioré : de 49,6 %, il est descendu à 48,4 %. Les fonds sous gestion ont augmenté de 6,9 milliards de \$CA. Notre ratio de capital de catégorie 1 et notre ratio de capital total ont augmenté, passant respectivement de 10,1 % à 12,1 % et de 12,5 % à 14,9 %, d'un exercice à l'autre.

« Bien que le bénéfice net ait diminué au cours de l'exercice, les résultats témoignent de la résilience de notre entreprise si l'on tient compte des défis importants sur le marché. Le bénéfice avant impôts des opérations bancaires de base a diminué de moins de 3 % par rapport à celui de 2008, et ce, malgré l'incidence de la hausse des créances irrécouvrables. Les résultats que nous avons obtenus au quatrième trimestre sont tout particulièrement encourageants : il s'agit de notre meilleur rendement depuis les 18 derniers mois.

« Bien que des incertitudes demeurent, les prévisions à l'égard de l'économie canadienne sont plus optimistes pour 2010 et nous nous attendons à ce que le taux de croissance du PIB passe à 2,4 % au cours de l'année. Grâce à la solidité de notre capital et de nos liquidités ainsi qu'à notre bilan conservateur, nous sommes bien positionnés pour le moment où les conditions économiques commenceront à s'améliorer. »

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts pour le quatrième trimestre de 2009 s'est établi à 393 millions de \$CA, contre 375 millions de \$CA pour la période correspondante de 2008, soit une augmentation de 18 millions de \$CA, ou 4,8 %. Cette augmentation est attribuable à l'accroissement de la marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 2,52 %, comparativement à 2,33 % pour la même période en 2008, lequel a été contrebalancé par la baisse de l'actif moyen produisant un revenu d'intérêts, qui est passé de 64,1 milliards de \$CA à 61,9 milliards de \$CA.

Le revenu net d'intérêts tiré des opérations bancaires de base a augmenté de 37 millions de \$CA, ou 13,9 %. Cette augmentation est attribuable à la hausse de la marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 2,06 % pour le quatrième trimestre, comparativement à 1,78 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'actif moyen produisant un revenu d'intérêts a quant à lui diminué, passant de 59,8 milliards de \$CA à 58,5 milliards de \$CA. La marge nette d'intérêts relative aux opérations bancaires de base a enregistré une croissance en raison des révisions de taux sur les prêts commerciaux et sur les dépôts à taux fixe et des conséquences favorables du rétrécissement des différentiels de taux sur le coût des fonds de gros. La marge d'intérêts du quatrième trimestre de 2008 s'explique par les réductions des taux préférentiels à la suite des mesures prises par les banques centrales en raison des conditions économiques difficiles, les taux applicables aux dépôts, pour leur part, ayant été révisés à la baisse moins rapidement, ainsi que par l'élargissement des différentiels de taux sur le coût des fonds de gros.

Le revenu net d'intérêts pour le secteur du crédit à la consommation a diminué de 19 millions de \$CA, ou 17,6 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de 2008, ce qui s'explique surtout par la baisse de 3,3 milliards de \$CA, ou 19,5 %, de la moyenne des créances, notamment les prêts à la consommation, les prêts automobile et les autres prêts.

Le revenu net d'intérêts pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009 a enregistré une hausse de 25 millions de \$CA, ou 6,8 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2009, alors que la marge nette d'intérêts a augmenté, passant de 2,36 % à 2,52 %. La marge nette d'intérêts relative aux opérations bancaires de base a progressé de 14 points de base par rapport à celle du troisième trimestre en raison des révisions de taux sur les prêts commerciaux, qui ont été effectués pour tenir compte des changements relatifs aux conditions de crédit, et de l'incidence de la révision à la baisse des taux des dépôts à taux fixe. Le coût des fonds a diminué étant donné la réduction des taux payés sur les dépôts de gros qui résulte du resserrement des différentiels de taux. Par ailleurs, le secteur du crédit à la consommation avait subi les conséquences négatives d'une dotation à la provision relative aux escomptes aux commerçants au cours du troisième trimestre.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, le revenu net d'intérêts s'est chiffré à 1 479 millions de \$CA, contre 1 644 millions de \$CA en 2008, soit une diminution de 165 millions de \$CA, ou 10,0 %. Cette diminution s'explique par la baisse de l'actif moyen produisant un revenu d'intérêts, qui est passé de 63,6 milliards de \$CA à 61,6 milliards de \$CA, combinée à l'incidence de la réduction de la marge nette d'intérêts, qui est passée de 2,59 à 2,40 %. Les mesures prises par les banques centrales pour remédier aux conditions économiques difficiles ont entraîné de multiples réductions du taux d'intérêt préférentiel en 2008 et en 2009. Ces réductions ont donné lieu à une diminution du revenu d'intérêts tiré des prêts à taux variable qui n'a pas été compensée par une baisse équivalente des frais d'intérêts, les taux applicables aux dépôts ayant été révisés à la baisse plus lentement que ceux des prêts au cours de la période. Ont également eu une incidence défavorable sur la marge nette d'intérêts, la réduction de la valeur des fonds sans intérêt et les dépôts à faible taux d'intérêt en cette période de repli des taux d'intérêt ainsi que la faiblesse des taux d'intérêt associés aux titres gouvernementaux et à d'autres titres, lesquels représentent une part plus importante de l'actif productif par rapport aux périodes précédentes. Les différentiels de taux plus importants auxquels doit faire face l'ensemble du secteur bancaire ont eu une incidence négative sur le coût relatif du financement de gros par rapport à celui de l'exercice 2008. Il faut noter que la baisse de l'actif moyen produisant un revenu d'intérêts en 2009 reflète également la vente du portefeuille de prêts automobile en juillet 2008 ainsi que la diminution des prêts accordés aux clients, tout particulièrement dans le secteur des services aux entreprises. La hausse des avoirs en titres gouvernementaux à rendement moins élevé a toutefois eu pour effet de contrebalancer en partie cette baisse.

Revenu autre que d'intérêts

Pour le quatrième trimestre de 2009, le revenu autre que d'intérêts s'est établi à 267 millions de \$CA, soit une hausse de 44 millions de \$CA, ou 19,7 %, par rapport aux 223 millions de \$CA inscrits pour la période correspondante de l'exercice 2008. Les commissions sur les marchés financiers ont augmenté de 36 millions de \$CA en raison de la croissance des activités de prise ferme et de services de conseil et des activités sur les marchés des capitaux propres et des titres d'emprunt en 2009, ce qui a entraîné une hausse des commissions tirées des opérations de négociation des clients. Les revenus de titrisation ont affiché une hausse de 17 millions de \$CA attribuable à l'accroissement du volume d'opérations combiné à l'incidence de différentiels plus importants, eux-mêmes attribuables à la baisse des taux de financement de la titrisation. Les commissions sur les facilités de crédit étaient supérieures de 19 millions de \$CA à celles du quatrième trimestre de 2008 en raison des mesures de tarification prises par les services aux entreprises. Les revenus tirés de la gestion de placements ont augmenté de 5 millions de \$CA, ce qui reflète la progression de la valeur marchande des portefeuilles des clients par rapport à celle de l'exercice précédent, étant donné la croissance des marchés boursiers, et l'augmentation des ventes de produits de placements.

Les gains nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et sur les autres titres montrent une variation positive de 54 millions de \$CA par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2008, ce qui est attribuable en grande partie à la perte de valeur durable de 49 millions de \$CA qui avait été enregistrée en 2008 sur le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») non bancaire canadien disponible à la vente. Le revenu de négociation s'est chiffré à 21 millions de \$CA pour le quatrième trimestre de 2009, soit une baisse de 60 millions de \$CA par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, lequel avait

bénéficié de la volatilité des taux d'intérêt et des marchés des changes et de l'incidence favorable du financement en devises dans un contexte de bas taux d'intérêt. Les autres gains et pertes comptables nets découlant de l'évaluation à la valeur de marché comprennent les variations de la valeur des titres de créance de la banque inscrits à la juste valeur, des instruments de financement libellés en \$US de titres disponibles à la vente libellés en \$US pour lesquels les gains ou les pertes de conversion ont été imputés aux capitaux propres par l'intermédiaire du cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que des dérivés utilisés à des fins de couverture. Les autres gains comptables nets découlant de l'évaluation à la valeur de marché se sont établis à 8 millions de \$CA au quatrième trimestre de 2009, soit une diminution de 15 millions de \$CA par rapport à ceux de la période correspondante de 2008. Cette diminution s'explique par l'incidence défavorable du resserrement des différentiels de taux sur la juste valeur de la dette de la banque, en partie compensée par l'incidence favorable des variations des taux d'intérêt sur les dérivés utilisés à des fins de couverture et du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les titres disponibles à la vente libellés en \$US.

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009, le revenu autre que d'intérêts a affiché une hausse de 77 millions de \$CA, ou 40,5 %, par rapport à celui du troisième trimestre de 2009. Les revenus de négociation ont augmenté de 36 millions de \$CA, ce qui s'explique principalement par la dépréciation de 42 millions de \$CA découlant de la détérioration de la cote de crédit de certains billets de véhicules d'actifs cadres (les « VAC ») qui avait été constatée au troisième trimestre. Les commissions sur les marchés financiers ont augmenté de 23 millions de \$CA en raison de la croissance du volume d'opérations de négociation des clients, due à la progression des marchés boursiers, et des commissions de montage, de prise ferme et de services de conseil plus élevées. Les revenus de titrisation ont affiché une hausse de 15 millions de \$CA attribuable à l'accroissement du volume d'opérations combiné à l'incidence de différentiels plus importants dus à la baisse des taux de financement de la titrisation. On a constaté une amélioration de 12 millions de \$CA relativement à l'incidence des pertes sur les titres disponibles à la vente et les autres titres sous l'effet de la perte de valeur durable relative à certains titres adossés à des créances immobilières qui avait été inscrite au troisième trimestre. Les commissions sur les facilités de crédit ont augmenté de 6 millions de \$CA en raison des mesures de tarification prises par les services aux entreprises. Les revenus tirés de la gestion de placements ont enregistré une hausse de 3 millions de \$CA, ce qui reflète une remontée graduelle des soldes des placements des clients attribuable à la croissance des marchés boursiers. Les autres revenus ont diminué de 9 millions de \$CA en raison de la baisse du revenu tiré des cartes de crédit et des produits d'assurance crédit.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, le revenu autre que d'intérêts s'est chiffré à 951 millions de \$CA, contre 837 millions de \$CA pour 2008, soit une hausse de 114 millions de \$CA, ou 13,6 %. Les commissions sur les marchés financiers ont augmenté de 65 millions de \$CA, ce qui reflète un volume d'activité très élevé sur les marchés financiers en 2009, lequel s'est traduit par une croissance des commissions, des revenus de négociation pour compte propre et des commissions de prise ferme et de services de conseil pour des titres d'emprunt et des titres de capitaux propres. Les commissions sur les facilités de crédit ont augmenté de 41 millions de \$CA en raison des mesures de tarification prises dans les services aux entreprises. Les revenus de titrisation ont affiché une hausse de 15 millions de \$CA attribuable à l'accroissement des volumes d'opérations combiné à la baisse des taux de financement. Les gains sur les titres disponibles à la vente et les autres titres ont affiché une variation positive de 74 millions de \$CA, cette variation s'expliquant essentiellement par la perte de valeur durable de 62 millions de \$CA comptabilisée en 2008 relativement au PCAA non bancaire et aux autres titres disponibles à la vente contre celle de 20 millions de \$CA enregistrée en 2009 relativement à certains titres adossés à des créances immobilières. Les revenus tirés de la gestion de placements ont diminué de 13 millions de \$CA étant donné la baisse de la valeur marchande moyenne des portefeuilles des clients. Les revenus de change ont diminué de 8 millions de \$CA en raison de la baisse du volume d'opérations de négociation en 2009 découlant d'une diminution de la volatilité sur les marchés. Par ailleurs, les autres revenus ont diminué de 13 millions de \$CA, principalement en raison de la réduction du nombre de transactions conclues dans le cadre du Programme d'immigration des investisseurs du Canada. Le revenu de négociation a affiché une baisse de 67 millions de \$CA attribuable à une volatilité moindre des taux de change et d'intérêt, les conditions de négociation devenant ainsi moins favorables, ainsi qu'à la hausse de 16 millions de \$CA de la perte de valeur découlant de l'évaluation à la valeur de marché du PCAA non bancaire. Les autres gains et pertes comptables nets découlant de l'évaluation à la valeur de marché ont augmenté de 22 millions de \$CA comparativement à ceux de l'exercice précédent, ce qui reflète l'incidence de la fermeté considérable du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les instruments de financement libellés en \$US des titres disponibles à la vente libellés

en \$US et des changements des taux d'intérêt sur les dérivés de couverture, partiellement contrebalancée par l'incidence du resserrement des différentiels de taux sur la juste valeur de la dette de la banque.

Frais autres que d'intérêts

Pour le quatrième trimestre de 2009, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 292 millions de \$CA, soit une baisse de 3 millions de \$CA par rapport à ceux de la période correspondante de 2008. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 16 millions de \$CA, ce qui reflète la rémunération variable plus élevée découlant de la croissance des activités sur les marchés financiers, cette augmentation ayant toutefois été atténuée par la baisse des coûts liés au personnel attribuable au nombre réduit de salariés ainsi que par l'incidence de la réduction des prestations de retraite et des avantages complémentaires à la retraite en 2008 imputable à la reprise d'une provision pour moins-value qui s'appliquait antérieurement aux actifs du régime. Les autres frais ont diminué de 20 millions de \$CA en raison de la réduction des provisions pour les impôts indirects, des coûts de transaction et des frais liés aux technologies de l'information ainsi qu'à l'incidence des mesures de contrôle des coûts. Le ratio d'efficacité pour le quatrième trimestre de 2009 s'est amélioré; il s'est établi à 44,2 %, alors qu'il s'élevait à 49,3 % à la période correspondante de 2008.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre terminé le 31 décembre 2009 sont demeurés pratiquement inchangés par rapport à ceux du troisième trimestre de 2009. Les salaires et avantages sociaux ont diminué de 11 millions de \$CA en raison, principalement, de la baisse de la rémunération à base d'actions découlant d'une réduction de la valeur des récentes attributions ainsi que de l'acquisition des attributions qui a été moins importante que prévue. Les autres frais ont augmenté de 11 millions de \$CA, ce qui signifie que le niveau des dépenses est revenu à la normale par rapport à celui du trimestre précédent. Le ratio d'efficacité s'est amélioré; il s'est établi à 44,2 %, alors qu'il s'élevait à 52,2 % au troisième trimestre.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 1 177 millions de \$CA, contre 1 230 millions de \$CA pour 2008, soit une baisse de 53 millions de \$CA, ou 4,3 %. Les salaires et avantages sociaux n'ont pas beaucoup varié, ce qui reflète la diminution du nombre de salariés, en particulier dans le secteur du crédit à la consommation en raison de la réduction du nombre des succursales de son réseau, laquelle diminution a été contrebalancée par la hausse de la rémunération variable attribuable à la croissance des activités liées aux marchés financiers ainsi que par l'incidence, en 2008, de la reprise sur la provision relative au régime de retraite dont il est question ci-dessus. Les frais relatifs aux locaux et au matériel ont augmenté de 12 millions de \$CA, ce qui est attribuable à l'accroissement des coûts liés au matériel informatique et de l'amortissement découlant de la hausse des investissements dans de nouveaux locaux dans les principaux marchés cibles. Les autres frais ont diminué de 63 millions de \$CA en raison de la réduction des frais liés aux technologies de l'information, des provisions pour les impôts indirects et de certains coûts de transaction ainsi que de l'incidence des mesures de contrôle des coûts, notamment au chapitre des voyages d'affaires et des autres coûts discrétionnaires. Malgré la réduction du revenu net d'intérêts, la diminution des coûts a fait en sorte que le ratio d'efficacité pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 s'est amélioré; il s'est établi à 48,4 %, alors qu'il s'élevait à 49,6 % en 2008.

Qualité du crédit et dotation à la provision pour créances irrécouvrables

Pour le quatrième trimestre de 2009, la dotation à la provision pour créances irrécouvrables s'est élevée à 131 millions de \$CA, contre 136 millions de \$CA pour le quatrième trimestre de 2008 et 97 millions de \$CA pour le troisième trimestre de 2009. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la dotation à la provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 515 millions de \$CA, alors qu'elle totalisait 379 millions de \$CA pour l'exercice 2008. L'augmentation de la charge au quatrième trimestre de 2009 par rapport à celle du troisième trimestre et de la charge de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 par rapport à celle de l'exercice 2008 s'explique par une hausse des dotations aux provisions spécifiques pour les créances irrécouvrables imputable aux conditions difficiles du crédit en 2009. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables attribuables aux opérations bancaires en 2009 a affiché une hausse de 126 millions de \$CA par rapport à celle de 2008, laquelle est essentiellement attribuable aux secteurs des moyennes entreprises et de l'immobilier commercial. La dotation à la provision pour créances irrécouvrables relative au crédit à la consommation a augmenté de 10 millions de \$CA en 2009, pour atteindre 238 millions de \$CA, comparativement à 228 millions de \$CA en 2008.

Le montant brut des prêts douteux a atteint 1 022 millions de \$CA, soit 90 millions de \$CA de plus que celui de 932 millions de \$CA inscrit au 31 décembre 2008. Le total des prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables, se chiffrait à 836 millions de \$CA au 31 décembre 2009, contre 770 millions de \$CA au 31 décembre 2008. Cependant, le total des prêts douteux comprend un montant de 214 millions de \$CA (207 millions de \$CA en 2008) attribuable au crédit à la consommation et aux autres prêts à la consommation pour lesquels la perte de valeur est évaluée collectivement. L'augmentation des prêts douteux découle de la détérioration de l'économie dans tous les secteurs d'activité en 2009.

La provision générale pour créances irrécouvrables applicable aux prêts aux entreprises et aux administrations publiques du portefeuille bancaire a été abaissée de 14 millions de \$CA par rapport à celle du 31 décembre 2008, pour la fixer à 220 millions de \$CA. Cette baisse découle de la réduction de 4,9 milliards de \$CA du portefeuille de prêts commerciaux productifs en 2009. La provision générale applicable aux prêts à la consommation s'est établie à 201 millions de \$CA, contre 194 millions de \$CA au 31 décembre 2008. Exprimée en pourcentage de l'encours des prêts et des acceptations, le total de la provision pour créances irrécouvrables a atteint 1,46 % au 31 décembre 2009, comparativement à 1,24 % au 31 décembre 2008. La banque considère que le total de la provision pour créances irrécouvrables est approprié étant donné la qualité du crédit de ses portefeuilles et le contexte actuel en matière de crédit.

Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 28,7 % au quatrième trimestre de 2009, contre 23,8 % au trimestre correspondant de 2008 et 29,3 % au troisième trimestre de 2009. Le taux d'imposition a été plus élevé au quatrième trimestre de 2009 qu'à la période correspondante de 2008, ce qui est principalement attribuable à la reprise sur la provision pour moins-value du régime de retraite en 2008, qui n'est pas imposable, et à l'incidence, en 2008, du taux d'imposition moins élevé sur les bénéfices futurs. Le taux d'imposition a diminué au quatrième trimestre de 2009 par rapport à celui du troisième trimestre. Cette diminution s'explique par la comptabilisation d'un bénéfice plus élevé tiré du centre financier international de la Colombie-Britannique, qui n'est pas imposable au provincial.

Le taux d'imposition effectif de l'exercice complet en 2009 était de 29,1 %, contre 29,9 % en 2008. Le taux moindre en 2009 est attribuable à la baisse des taux d'imposition prévus par la loi de même qu'à la reprise plus importante sur la provision pour moins-value du régime de retraite en 2008, qui n'est pas imposable, et de l'incidence des taux d'imposition moins élevés sur les bénéfices futurs.

Bilan

Le total de l'actif s'est établi à 71,3 milliards de \$CA au 31 décembre 2009, un recul de 0,7 milliard de \$CA par rapport à celui du 31 décembre 2008. Ce recul découle essentiellement de la baisse de la demande de crédit dans le secteur commercial attribuable à la diminution de l'endettement des clients et des créances du secteur du crédit à la consommation. Il a été en partie compensé par la hausse des actifs et des titres liquides. Les acceptations et les prêts commerciaux ont subi une baisse de 4,9 milliards de \$CA depuis la fin de 2008, pour s'établir à 23,4 milliards de \$CA. Bien que les prêts hypothécaires résidentiels nets aient accusé un recul au cours de 2009, l'activité dans le marché de l'habitation a entraîné une hausse du nombre de nouveaux prêts hypothécaires, si bien que, dans l'ensemble, ces prêts ont augmenté de 3,2 % par rapport à ceux inscrits au 31 décembre 2008. Par contre, si l'on tient compte de la titrisation, les prêts hypothécaires affichent un recul de 0,5 milliard de \$CA, soit 4,2 %. Les prêts à la consommation et les marges de crédit personnelles du secteur des services financiers aux particuliers ont enregistré une hausse de 0,4 milliard de \$CA, pour se chiffrer à 5,7 milliards de \$CA, tandis que les créances du secteur du crédit à la consommation ont diminué de 0,8 milliard de \$CA en raison de la réduction du nombre de nouveaux prêts, cette réduction découlant des décisions de resserrer le crédit. Au 31 décembre 2009, la banque pouvait toujours compter sur de solides liquidités, l'encaisse, les valeurs mobilières et les conventions de revente se chiffrant à plus de 25,1 milliards de \$CA, contre 19,4 milliards de \$CA au 31 décembre 2008.

Le total des dépôts a atteint 50,2 milliards de \$CA au 31 décembre 2009, en baisse de 1,8 milliard de \$CA comparativement aux 52,0 milliards de \$CA constatés au 31 décembre 2008. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de \$CA depuis le 31 décembre 2008, principalement grâce au nombre plus élevé de comptes d'épargne en direct et à intérêt élevé. Les dépôts commerciaux de base ont pour leur part augmenté de

0,7 milliard de \$CA en raison de l'augmentation des activités dans le secteur des services de gestion des paiements et des fonds. Les dépôts de gros, qui sont inclus dans les dépôts des entreprises et des administrations publiques et dont le coût est plus élevé, ont cependant diminué de 3,8 milliards de \$CA en raison du financement par titrisation, qui s'est chiffré à 3,5 milliards de \$CA, et du recul des emprunts des clients.

Total des actifs sous administration

La croissance des marchés boursiers et de la vente de nouveaux produits a entraîné une hausse des fonds sous gestion, qui sont passés de 21,3 milliards de \$CA au 31 décembre 2008 à 28,2 milliards de \$CA au 31 décembre 2009. Compte tenu des soldes des biens en garde et administrés, le total des actifs sous administration a atteint 38,9 milliards de \$CA, contre 30,5 milliards de \$CA au 31 décembre 2008.

Gestion du capital et ratios de capital réglementaire

Le ratio de suffisance du capital de catégorie 1 et celui du capital total, calculés selon les normes du Nouvel accord de Bâle, s'élevaient respectivement à 12,1 % et à 14,9 % au 31 décembre 2009, soit une hausse par rapport à ceux de 10,1 % et de 12,5 %, respectivement, établis au 31 décembre 2008. Le 21 janvier 2010, la banque a remboursé 100 millions de \$CA sur ses débetures subordonnées à 4,39 % venant à échéance le 21 janvier 2015, à 100 % du capital, plus les intérêts accumulés. Ce remboursement n'a pas eu d'incidence notable sur la suffisance du capital.

Dividendes

Au cours du quatrième trimestre de 2009, la banque a déclaré et versé des dividendes d'un montant de 70 millions de \$CA sur ses actions ordinaires.

Les dividendes trimestriels réguliers suivants ont été déclarés : 31,875 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série C; 31,25 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série D; 41,25 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 1, série E; et 7,75 cents par action sur les actions privilégiées de catégorie 2, série B, de la Banque HSBC Canada. Les dividendes seront versés le 31 mars 2010 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2010.

Conventions comptables adoptées en 2009

De nouvelles normes comptables sont entrées en vigueur en 2009, ce qui a entraîné un reclassement, pour la période en cours et les périodes antérieures, de la valeur comptable nette de certains coûts relatifs aux logiciels. Auparavant, ils étaient classés à titre de matériel informatique, inclus dans le poste Terrains, immeubles et matériel, et ils seront dorénavant classés à titre d'actifs incorporels, inclus dans le poste Autres éléments d'actif. Il n'y a aucune incidence sur le total de l'actif de la banque par suite de ce reclassement. En outre, l'amortissement correspondant a été reclassé, pour la période en cours et les périodes antérieures. Il était auparavant classé comme frais relatifs aux locaux et au matériel et sera dorénavant inscrit au poste Autres dans les frais autres que d'intérêts. Il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net par suite de ce reclassement. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés, qui figurera dans le rapport annuel de 2009 de la banque.

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée au cours de la période à l'étude.

Renseignements relatifs à la Banque HSBC Canada

La Banque HSBC Canada, filiale de la société HSBC Holdings plc, possède plus de 260 bureaux, dont plus de 140 succursales bancaires. Avec un actif de 2 422 milliards de \$US au 30 juin 2009, le Groupe HSBC, qui compte environ 8 500 bureaux répartis dans 86 pays et territoires, se classe parmi les consortiums de services bancaires et financiers les plus importants au monde. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Banque HSBC Canada, sur ses produits et sur ses services, visitez le site Internet à l'adresse hsbc.ca.

Demandes des médias :	Ernest Yee	604-641-2973
	Sharon Wilks	416-868-3878

Un exemplaire du rapport annuel de 2009 de la Banque HSBC Canada sera acheminé aux actionnaires en mars 2010.

Mise en garde contre les renseignements financiers prospectifs

Ce document peut contenir des prévisions sur les activités et les résultats financiers de la Banque HSBC Canada. Les opérations de la banque étant soumises à un certain nombre de risques et d'incertitudes, les résultats réels pourraient différer des résultats prévus. Parmi les facteurs qui pourraient causer ces différences figurent de nouvelles normes réglementaires, des modifications législatives, des changements d'ordre technologique, l'évolution des marchés financiers internationaux, des modifications dans les politiques monétaires et économiques des gouvernements, les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, l'inflation et les conditions économiques générales dans les régions où la Banque HSBC Canada est présente. De plus, l'industrie bancaire canadienne étant un milieu très concurrentiel, les pressions exercées sur les taux et la marge nette d'intérêts de la banque peuvent être dues aux seules mesures prises individuellement par les banques. Les fluctuations économiques peuvent également influencer les marchés boursiers et des changes et, par conséquent, les revenus de la banque. Certains facteurs associés à l'évaluation du PCAA non bancaire pourraient aussi entrer en ligne de compte. La liste de facteurs énumérés ci-dessus n'est pas nécessairement exhaustive et d'autres incertitudes et facteurs de risque pourraient également avoir des répercussions sur la situation et les résultats financiers de la banque.

Montants en millions de \$CA (sauf les montants par action)	Trimestres terminés les			Exercices terminés les	
	31 décembre 2009	30 septembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Bénéfice					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	148 \$	101 \$	115 \$	448	573
Bénéfice de base par action (\$CA)	0,30	0,20	0,22	0,90	1,09
Ratios financiers (%)[†]					
Rendement de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires	17,3	11,8	12,8	13,1	16,6
Rendement de l'actif moyen	0,81	0,55	0,61	0,62	0,77
Marge nette d'intérêts [†]	2,52	2,36	2,33	2,40	2,59
Ratio d'efficience ^{††}	44,2	52,2	49,3	48,4	49,6
Ratio du revenu autre que d'intérêts au revenu total	40,5	34,1	37,3	39,1	33,7
Renseignements sur le crédit					
Montant brut des prêts douteux	1 022 \$	1 139 \$	932 \$		
Provision pour créances irrécouvrables					
– Solde à la fin de la période	638	709	615		
– En pourcentage des prêts douteux bruts	62 %	62 %	66 %		
– En pourcentage des prêts et des acceptations bruts	1,46 %	1,58 %	1,24 %		
Soldes moyens[†]					
Actif	72 749	72 202	75 161	71 695	73 952
Prêts	37 220	38 934	44 643	39 644	44 331
Dépôts	52 840	52 103	53 522	51 436	52 109
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	3 418	3 366	3 565	3 417	3 462
Ratio de suffisance du capital (%)					
Capital de catégorie 1	12,1	11,7	10,1		
Capital total	14,9	14,4	12,5		
Total des actifs sous administration					
Fonds sous gestion	28 174	27 035	21 287		
Biens en garde	10 721	10 336	9 221		
Total des actifs sous administration	38 895 \$	37 371 \$	30 508 \$		

[†] La marge nette d'intérêts est calculée en divisant le revenu net d'intérêts par la moyenne des actifs produisant un revenu d'intérêts pour la période.

^{††} Le ratio d'efficience est calculé en divisant les frais autres que d'intérêts par le total des revenus.

Montants en millions de \$CA (sauf les montants par action)	Trimestres terminés les			Exercices terminés les	
	31 décembre	30 septembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
	2009	2009	2008	2009	2008
Revenu d'intérêts					
Prêts	468 \$	471 \$	670 \$	1 986 \$	3 016 \$
Valeurs mobilières	71	68	75	275	288
Dépôts auprès d'établissements financiers réglementés	4	3	14	14	94
	<u>543</u>	<u>542</u>	<u>759</u>	<u>2 275</u>	<u>3 398</u>
Frais d'intérêts					
Dépôts	115	138	332	637	1 520
Passifs de filiales portant intérêts, autres que des dépôts	25	26	42	120	195
Débentures	10	10	10	39	39
	<u>150</u>	<u>174</u>	<u>384</u>	<u>796</u>	<u>1 754</u>
Revenu net d'intérêts	<u>393</u>	<u>368</u>	<u>375</u>	<u>1 479</u>	<u>1 644</u>
Revenu autre que d'intérêts					
Frais de gestion – services de dépôt et de paiement	27	29	30	110	112
Commissions sur les facilités de crédit	49	43	30	165	124
Commissions sur les marchés financiers	58	35	22	153	88
Revenus tirés de la gestion de placements	33	30	28	117	130
Revenus de change	10	12	13	41	49
Revenus tirés des services de commerce international	5	6	7	24	24
Revenu (perte) de négociation	21	(15)	81	95	162
Gains (pertes) sur des titres disponibles à la vente et d'autres titres	(1)	(13)	(55)	8	(66)
Revenus de titrisation	39	24	22	102	87
Autres revenus	18	27	22	67	80
Autres gains comptables découlant de l'évaluation à la valeur de marché, montant net	8	12	23	69	47
	<u>267</u>	<u>190</u>	<u>223</u>	<u>951</u>	<u>837</u>
Total des revenus	<u>660</u>	<u>558</u>	<u>598</u>	<u>2 430</u>	<u>2 481</u>
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	153	164	137	642	644
Locaux et matériel	41	40	40	165	153
Autres	98	87	118	370	433
	<u>292</u>	<u>291</u>	<u>295</u>	<u>1 177</u>	<u>1 230</u>
Bénéfice d'exploitation net avant la dotation à la provision pour créances irrécouvrables	<u>368</u>	<u>267</u>	<u>303</u>	<u>1 253</u>	<u>1 251</u>
Dotation à la provision pour créances irrécouvrables	<u>131</u>	<u>97</u>	<u>136</u>	<u>515</u>	<u>379</u>
Bénéfice avant la provision pour impôts et la participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie	<u>237</u>	<u>170</u>	<u>167</u>	<u>738</u>	<u>872</u>
Provision pour impôts sur les bénéfices	66	48	38	207	253
Participation sans contrôle dans le bénéfice de la fiducie	7	6	7	26	26
Bénéfice net	<u>164 \$</u>	<u>116 \$</u>	<u>122 \$</u>	<u>505 \$</u>	<u>593 \$</u>
Dividendes sur les actions privilégiées	16	15	7	57	20
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	<u>148 \$</u>	<u>101 \$</u>	<u>115 \$</u>	<u>448 \$</u>	<u>573 \$</u>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	498 668	498 668	517 122	498 668	524 042
Bénéfice de base par action (\$CA)	0,30	0,20	0,22	0,90	1,09

<i>Montants en millions de \$CA</i>	<u><i>Au 31 décembre</i></u> <u>2009</u>	<u><i>Au 31 décembre</i></u> <u>2008</u>
Actif		
Liquidités		
Encaisse et dépôts ne portant pas intérêt à la Banque du Canada et à d'autres banques	652 \$	434 \$
Dépôts auprès d'établissements financiers réglementés	1 245	1 421
	<u>1 897</u>	<u>1 855</u>
Valeurs mobilières		
Titres disponibles à la vente	12 682	9 683
Titres détenus à des fins de transaction	1 986	1 079
Autres titres	41	56
	<u>14 709</u>	<u>10 818</u>
Valeurs mobilières achetées en vertu de conventions de revente	<u>8 496</u>	<u>6 682</u>
Prêts		
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	18 442	23 067
Prêts hypothécaires résidentiels	11 359	11 869
Prêts à la consommation	3 199	4 029
Autres prêts à la consommation	5 742	5 296
Provision pour créances irrécouvrables	(638)	(615)
	<u>38 104</u>	<u>43 646</u>
Autres		
Engagements de clients au titre d'acceptations	4 966	5 209
Dérivés	1 100	2 448
Terrains, immeubles et matériel	142	126
Autres éléments d'actif	1 923	1 265
	<u>8 131</u>	<u>9 048</u>
	<u>71 337 \$</u>	<u>72 049 \$</u>
Passif et capitaux propres		
Dépôts		
Établissements financiers réglementés	754 \$	1 264 \$
Particuliers	21 578	21 064
Entreprises et administrations publiques	27 875	29 634
	<u>50 207</u>	<u>51 962</u>
Autres		
Acceptations	4 966	5 209
Passifs de filiales portant intérêt, autres que des dépôts	3 324	4 164
Dérivés	897	2 023
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	2 517	715
Valeurs mobilières vendues à découvert	1 148	631
Autres éléments de passif	2 650	1 974
Participation sans contrôle dans la fiducie et une filiale	430	430
	<u>15 932</u>	<u>15 146</u>
Débiteures subordonnées	<u>834</u>	<u>788</u>
Capitaux propres		
Capital-actions		
Actions privilégiées	946	696
Actions ordinaires	1 225	1 225
Surplus d'apport	7	-
Bénéfices non répartis	2 113	1 950
Cumul des autres éléments du résultat étendu	73	282
	<u>4 364</u>	<u>4 153</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u>71 337 \$</u>	<u>72 049 \$</u>

Montants en millions de \$CA	Trimestres terminés les			Exercices terminés les	
	31 décembre	30 septembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
	2009	2009	2008	2009	2008
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux)					
– activités d’exploitation	431 \$	493 \$	62 \$	964 \$	1 212 \$
– activités de financement	237	899	342	(882)	2 073
– activités d’investissement	(1 206)	(890)	(503)	137	(3 393)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(538)	502	(99)	219	(108)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début de la période	1 177	675	519	420	528
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de la période	639 \$	1 177 \$	420 \$	639 \$	420 \$
Composition					
– Liquidités selon le bilan	652 \$	1 190 \$	434 \$		
– moins les dépôts hors exploitation [†]	(13)	(13)	(14)		
– Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de la période	639 \$	1 177 \$	420 \$		

[†] Les dépôts hors exploitation sont principalement composés d’espèces réservées au recours relatif aux opérations de titrisation.